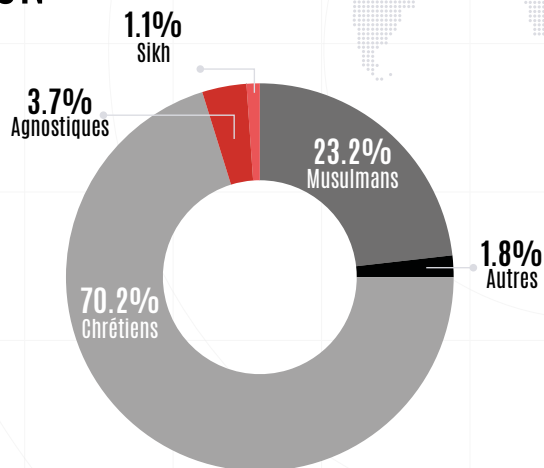




# CHYPRE

## RELIGION



Population

**1,207,343**

PIB par habitant

**32,415 US\$**

Surface

**9,251 Km<sup>2</sup>**

Indice de Gini\*

**31.4**

\*Inégalité économique

## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

L'article 18 de la Constitution de la République de Chypre garantit la liberté religieuse.<sup>1</sup> La discrimination religieuse est interdite et le droit des individus de professer leur foi, pratiquer leur culte, enseigner leur religion et en respecter les rites, individuellement ou collectivement, tant en privé qu'en public, est également assuré. Ces droits ne peuvent être limités que pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre constitutionnel, de santé publique, de sécurité, de morale ou de protection des droits et libertés civils. Le même article de la Constitution précise que toutes les religions sont libres et égales devant la loi, tant que leurs doctrines ou rites ne sont pas tenus secrets. En outre, il protège le droit individuel à changer de religion et interdit l'usage de tout type de coercition pour faire changer une personne de religion, ou l'empêcher d'en changer.

L'article 110 de la Constitution accorde à l'Église orthodoxe grecque autocéphale de Chypre et au Vakf, une institution islamique, des droits exclusifs concernant

leurs affaires intérieures et leurs biens. Il prohibe également les actes législatifs, exécutifs ou autres, qui vont à l'encontre de l'Église orthodoxe ou du Vakf ou interfèrent avec eux.

Ces institutions, ainsi que celles des autres confessions reconnues par la Constitution (catholique maronite, orthodoxe arménienne et catholique romaine) sont exonérées d'impôts et reçoivent toutes des subventions et une aide financière de l'État.

Les groupes religieux non reconnus dans la Constitution peuvent se faire enregistrer en tant qu'organismes à but non lucratif, et peuvent demander à bénéficier d'exemptions fiscales. Toutefois, ce statut ne leur donne pas le droit de recevoir un soutien financier des institutions gouvernementales.<sup>2</sup>

Le service militaire en République de Chypre est obligatoire. Les objecteurs de conscience pour motifs religieux peuvent être exemptés du service militaire actif ou du service de réserviste dans la Garde nationale, mais doivent effectuer un service de substitution.<sup>3</sup>

L'article 19 de la Constitution garantit à toute personne la liberté de parler et de s'exprimer sous quelque forme

que ce soit. Toutefois, conformément aux articles 141-142 du Code pénal chypriote, offenser délibérément les sentiments religieux d'une personne est une infraction pénale. En outre, publier des livres, des brochures, des lettres ou des articles dans des magazines et des journaux, dans le but d'humilier une religion, ou d'insulter ceux qui en sont adeptes, est considéré comme un délit et légalement punissable.<sup>4</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Un aspect essentiel du paysage ethnique et religieux compliqué de Chypre est le fait que, depuis 1974, Chypre reste divisée, la partie sud de l'île étant contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre, et la partie nord occupée et administrée par les Chypriotes turcs qui ont proclamé la « République turque de Chypre du Nord ».

La division a fait fuir les Chypriotes grecs (pour la plupart chrétiens orthodoxes) vers le sud, et les Chypriotes turcs musulmans se sont réfugiés au nord. Cette division a également déchiré les communautés religieuses des deux côtés, et interdit l'accès à d'importants sites religieux, dont la mosquée Hala Sultan Tekke dans le sud et le monastère de Saint Barnabas dans le nord.

En 2019, certains incidents qui ont empêché l'accès à des mosquées ont été signalés. Selon l'imam Shakir Alemdar, représentant du Mufti de Chypre, le Département des Antiquités a fermé la Grande Mosquée de Limassol pour restauration, sans informer la communauté musulmane quant au calendrier et à la nature de la restauration. Il s'est également plaint que les agents de sécurité du Département des Antiquités en charge de la mosquée Hala Sultan Tekke avaient refusé que certains touristes non musulmans assistent à la prière du vendredi, bien qu'ils soient invités par l'imam. Dans tous les cas, la communication avec les autorités était déficiente.<sup>5</sup> Bien que l'imam Alemdar ait critiqué le fait que la mosquée Hala Sultan Tekke soit gérée par le Département des antiquités, ce qu'il a considéré comme une violation de la liberté religieuse garantie par l'UE, il a également souligné que Chypre pouvait être un exemple de tolérance religieuse mutuelle, en déclarant : « C'est un grand avantage pour un pays membre de l'UE, Chypre a ainsi un aperçu de l'islam ».<sup>6</sup>

La volonté de solidarité interconfessionnelle a été confirmée dans une déclaration des chefs religieux de Chypre, condamnant l'attentat contre la mosquée Köprülü à Limassol le 1er juin 2020, qui a été vandalisée au moyen d'une bombe à essence et recouverte de graffitis racistes contre l'islam et les immigrés. Les chefs religieux ont déclaré : « Nous nous élevons contre toute action qui tente de nuire au caractère multiculturel de Chypre que nous nous efforçons tous de maintenir ».<sup>7</sup>

Depuis 2019, année où la Turquie a envoyé des navires de forage sur la côte chypriote pour explorer le gaz naturel, les tensions entre d'un côté Chypre et l'Union européenne et de l'autre Ankara se sont intensifiées. En octobre 2020, l'homme politique chypriote ouvertement pro-turc Ersin Tatar a été élu à la tête des chypriotes turcs. De nombreux Chypriotes turcs craignent que la montée du conservatisme religieux promu par les dirigeants turcs actuels n'érode leur mode de vie, en construisant des mosquées et en encourageant l'éducation religieuse islamique.<sup>8</sup>

Chypre du Nord a été présentée dans un rapport britannique sur la persécution des chrétiens à travers le monde, commandé par le Ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt. Le document produit par l'évêque de Truro, Philip Mounstephen, et publié en mai 2019, notait que l'accès au culte dans les églises orthodoxes et maronites historiques de la région était sévèrement restreint. Le rapport souligne qu'il y a très peu d'églises autorisées à organiser des offices réguliers le dimanche, signalant une surveillance policière intrusive, et le fait que les offices étaient parfois interrompus sans avertissement et que les personnes présentes étaient expulsées. De nombreux cimetières et églises historiques de la région ont également été laissés à l'abandon et se sont dégradés, ont été vandalisés ou utilisés à d'autres usages.<sup>9</sup>

En raison de la pandémie de Covid-19, des restrictions ont été imposées sur le territoire de la République de Chypre en 2020, affectant l'expression de la religion et du culte. Cela a également empêché les fidèles chrétiens ou musulmans de traverser la « Ligne verte » qui sépare les deux parties de l'île pour visiter leurs temples et sites religieux. À la suite de ces restrictions, et en signe de bonne volonté et de respect, plusieurs musulmans chypriotes turcs ont prié en juin 2020 sur la tombe de l'apôtre Barnabé, patron de Chypre, les

chrétiens n'étant pas en mesure de se rendre, comme d'habitude, dans le monastère situé dans le nord de Chypre.<sup>10</sup>

Des règlements stricts ont été mis en œuvre pendant les célébrations de Pâques et de Noël. Les offices religieux et autres formes de culte dans les lieux de culte n'étaient autorisés que sans la présence du public, et étaient retransmis par Internet. Les cérémonies religieuses (mariages, baptêmes, funérailles) étaient autorisées dans la limite de 10 personnes présentes.<sup>11</sup> Cependant, certains ecclésiastiques ne se sont pas entièrement conformés à la loi. La violation la plus importante a eu lieu dans une église de Peristerona, où l'évêque orthodoxe de Morphou, le Métropolitain Néophytos de l'Église de Chypre, a célébré une messe pour le dimanche des Rameaux avec la participation du public. La police a décidé d'enquêter sur l'affaire.<sup>12</sup> Mgr Neophytos a également refusé d'interdire aux fidèles d'assister aux offices après que le gouvernement a de nouveau imposé des règles de limitation plus strictes quant au nombre de fidèles, en décembre 2020.

Mgr Chrysostomos II, archevêque de Chypre, a tenté d'obtenir l'autorisation d'assouplir les restrictions imposées aux fidèles pour les célébrations de Noël, mais le président Nicos Anastasiades a refusé et laissé en place les mesures concernant le Covid-19.<sup>13</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Les facteurs religieux et ethniques qui caractérisent le conflit chypriote ont ouvert la voie à des acteurs extérieurs, leur permettant de participer activement à la promotion de leurs programmes politiques et économiques. Une question économique majeure qui retarde tout progrès dans la résolution du conflit chypriote est la découverte récente de riches champs gaziers dans une zone maritime très disputée qui implique les gouvernements de Chypre, de Grèce, de Turquie, de Syrie, du Liban, d'Israël et d'Égypte, ainsi que les intérêts de nombreuses compagnies énergétiques occidentales.<sup>14</sup>

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport (2018-2020), l'environnement a été de plus en plus conflictuel dans la région, en raison d'une plus forte implication de la Turquie dans sa politique étrangère à l'égard des chypriotes turcs, cette politique intégrant une composante religieuse.<sup>15</sup>

Malgré la situation politique, les représentants religieux continuent de s'unir dans des initiatives de réconciliation et de paix. En juin 2020, les chefs religieux chypriotes se sont réunis sous les auspices de l'ambassade de Suède pour célébrer le 10ème anniversaire du suivi religieux du processus de paix à Chypre. Au cours de la réunion avec le ministre suédois des Affaires étrangères, ils ont exprimé leur engagement en faveur de la coopération et de la protection de la liberté religieuse à Chypre.<sup>16</sup>

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution de Chypres de 1960, DigiThèque MJP, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/cy1960.htm>
- 2 The Freedom of Thought Report, Cyprus, <https://fot.humanists.international/countries/asia-western-asia/cyprus/>
- 3 U.S. Department of State, 2019 Report on International Religious Freedom: Cyprus, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/cyprus/>
- 4 International Press Institute, Media Laws Database Cyprus, <http://legaldb.freemedia.at/legal-database/cyprus/>
- 5 U.S. Department of State, 2019 Report on International Religious Freedom: Cyprus, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/cyprus/>
- 6 France24, 16 avril 2020, <https://www.france24.com/en/20200416-cyprus-imam-revives-island-s-historic-islamic-sites>
- 7 Office of the Religious Track of the Cyprus Peace Process, Monthly Archives June 2020, <http://www.religioustrack.com/2020/06/>
- 8 Weise, Z. Politico, 2 octobre 2018.  
<https://www.politico.eu/article/turkish-cypriots-fear-recep-tayyip-erdogan-pious-generation-islam-mosque/>
- 9 Cypriots Federation of in the UK, 3 mai 2019, <https://cypriotfederation.org.uk/2019/05/uk-report-highlights-cypriot-christians-persecution-in-the-occupied-north/>. Voir aussi Terre Sainte.net, 22 février 2019, <https://www.terresainte.net/2019/02/effondrement-dune-eglise-a-chypre-appel-interreligieux/>
- 10 Office of the Religious Track of the Cyprus Peace Process, Monthly Archives June 2020, <http://www.religioustrack.com/2020/06/>
- 11 Health System Response Monitor – CYPRUS. <https://www.covid19healthsystem.org/countries/cyprus/livinghit.aspx?Section=1.2%20Physical%20distancing&Type=Section>
- 12 Cyprus Mail, 13 avril 2020, <https://cyprus-mail.com/2020/04/13/coronavirus-morphou-bishop-says-if-virus-doesnt-kill-people-theyll-die-from-something-else/>
- 13 Greek City Times, 22 décembre 2020, <https://greekcitytimes.com/2020/12/22/archbishop-cyprus-christmas-services/>
- 14 Euractiv with AFP, 26 octobre 2020.  
<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/gas-fields-and-tensions-in-the-eastern-mediterranean/>
- 15 Xavier Palacios, Vocal Europe, 24 octobre 2018, <https://www.vocaleurope.eu/policy-paper-conflict-in-cyprus-religion-ethnicity-and-natural-gas-pipelines/>
- 16 Office of the Religious Track of the Cyprus Peace Process, Monthly Archives June 2020, <http://www.religioustrack.com/2020/06/>